

AÏN-TÉMOUCHENT

Insuffisance rénale : convention avec 11 transporteurs

Le nombre de malades souffrant d'insuffisance rénale dans la wilaya de Aïn-Témouchent a atteint 249 cas répartis sur les entreprises hospitalières du chef-lieu de wilaya, Hammam Bou-Hadjar et Béni-Saf. Les mêmes entreprises sont en charge du transport des malades, notamment ceux habitant les localités éloignées par la signature d'une convention avec 11 transporteurs privés pour qu'ils puissent assurer le transport des malades de leurs domiciles à l'enceinte hospitalière. Il est utile de noter que les charges relatives au transport d'un seul malade sont estimées entre 10 000 et 26 000 dinars.

OULED BOUDJEMAA

Les habitants de la cité des 69 logements demandent l'électricité

Les habitants de la cité des 69 logements de la commune de Ouled Boudjemaâ, dans la wilaya de Aïn-Témouchent, demandent à leurs responsables d'inscrire leur cité pour le projet de raccordement à l'énergie électrique. Le président de l'APC, M. Berroua, dira qu'il a adressé plusieurs correspondances aux services de la Sonelgaz et de la Direction des mines. Il ajoutera qu'il a demandé aux mêmes services d'établir une fiche technique pour un tel projet et que sa commune prendra en charge financièrement. Cependant, la commune n'a rien reçu comme réponse à cette préoccupation qui touche cette cité. Toutefois, selon les échos qui nous sont parvenus, le projet devra voir sa concrétisation une fois le transformateur électrique installé, mais les citoyens disent que ce projet de transformateur connaîtra un grand retard, sa superficie ne dépasse pas trois mètres et l'exécution des travaux a dépassé trois mois, ils diront que le problème de l'énergie électrique dans leur cité a connu trois mandats d'anciens présidents de l'APC avant celui de l'actuel. Il est utile de signaler qu'un citoyen a ouvert un café vers la sortie de la ville en allant vers la plage de Sassel, mais devant l'absence de l'électricité, il a fermé boutique, raison pour laquelle le maire actuel a adressé des correspondances aux responsables concernés pour acheminer l'énergie électrique à cette cité qui vit dans le noir.

S. B.

ORAN

Émeute à Ras El Aïn

Tel un effet boule de neige, au lendemain du relogement d'une grande partie des habitants du quartier de Sid El Houari, des non-logés des autres quartiers se sont mis à revendiquer leur droit au relogement. Cela a commencé avec les habitants d'Es Senia qui ont bloqué la route durant près de deux jours, mais la situation était maîtrisable. Hier, ce sont ceux du quartier populaire de Ras El Aïn qui ont «rejoint ce mouvement» en bloquant la route. Toutefois la situation a quelque peu dégénéré lorsque les forces de police sont venues rétablir l'ordre. Si certains parlent d'éléments extérieurs au quartier qui sont venus semer le trouble, d'autres évoquent la tension et la colère. Ainsi, des pneus, des branches d'arbre ont été incendiés et des jets de pierre ont fusé de toutes parts. La brigade anti-émeute a dû user de bombes lacrymogènes pour séparer les manifestants. Ce qui n'a pas calmé les esprits qui, au contraire, ont poursuivi leurs attaques nourries contre les forces de l'ordre. En quittant les lieux en milieu d'après-midi, la situation était toujours très tendue ; l'on parle de 6 arrestations parmi les manifestants.

A. B.

BOUIRA

Il était une fois une cité évolutive

Située au cœur de la ville de Bouira, la cité Ainouche Hdjila, communément appelée cité évolutive et construite en 1958 dans le cadre du fameux Plan de Constantine cher à De Gaulle, est devenue, depuis les années 1980 déjà, une cité totalement dégradée et exiguë pour les 128 familles qui y avaient été hébergées depuis 1958.

Yazid Yahiaoui - Bouira (Le Soir) - Des familles disions-nous, car entre-temps, après l'indépendance, plusieurs familles qui y étaient casées ont vendu leurs logements et ont construit ailleurs, de sorte qu'en ce début de l'année 2000, lorsque le besoin de quitter les lieux exigus s'est fait sentir, des dizaines de familles résidentes étaient des arrivistes. Qu'importe. L'essentiel est que, en ce début des années 2000, les résidents ne pouvaient plus continuer à habiter dans les lieux, autant par l'exiguïté des appartements de 33 m², que par la multiplication des membres des familles dont les enfants surtout les garçons mais parfois même les filles, sont restés sur place après leur mariage, avec leur progéniture. De fait, depuis ce début des années 2000, les actions de protestations se sont multipliées et les autorités successives de la commune ainsi que les responsables de la daïra et de la wilaya de Bouira, prenaient le problème au sérieux en le plaçant parmi les priorités. Aussi, lorsque en 2013 les responsables locaux ont annoncé une prise en charge réelle du problème de cette cité de regroupement, au même titre d'ailleurs que les autres haouchs ou bidonvilles qui ont toujours terni l'image du chef-lieu de wilaya, les résidents de cette cité ont été agréablement soulagés. Ce, d'autant que les responsables de la daïra les ont même associés à l'opération d'établissement de la liste des familles résidentes ainsi que leur progéniture existante et nécessitant elle aussi un logement. Au total et selon les représentants de cette cité, il a été dénombré exactement 317 familles nécessitant des logements. Le 4 août 2014, une liste de 700 logements sociaux a été affichée au niveau de l'APC de Bouira. Dans cette liste, 179 logements sociaux ont été réservés à la cité évolutive. Pourtant, les représentants de cette cité avaient

arrêté une liste de 317 familles qui devaient bénéficier de logements. De fait, au lieu d'une joie qui devrait signer la fin d'un cauchemar qui aura duré plus d'un demi-siècle pour certaines familles, celles qui sont restées sur les lieux depuis le premier jour en 1958 ; au lieu de bénir le Bon Dieu de leur avoir permis de vivre cet inouï instant de bonheur et de délivrance, ce fut la déception et la colère. Plusieurs familles, qui s'attendaient à 2 ou 3 logements, n'ont eu parfois aucun logement. La distribution ou l'élaboration de la liste des familles bénéficiaires au niveau de cette cité a été faite d'une manière unilatérale, sans tenir compte des propositions ni de la liste élaborée par les représentants de la cité. Résultat ; tandis que des centaines de logements, parmi les 700 attribués en ce mois d'août 2014, étaient occupés par des familles nombreuses qui fêtaient l'événement, les 179 logements réservés à la cité évolutive sont restés fermés et inoccupés. Le relogement se fera avant le mois de Ramadhan prochain : Pourquoi ? Tout simplement parce que les responsables locaux, ceux de la commune, de la daïra et de la

wilaya, ont tous conditionné la remise des clés aux 179 bénéficiaires, l'engagement des autres résidents ; ceux qui n'étaient pas d'accord avec cette liste de bénéficiaires et ceux qui réclamaient plus d'un logement, refusaient de quitter les lieux. Et comme l'expérience a démontré qu'une cité de regroupement ou autre bidonville est immédiatement occupé par d'autres familles aussitôt après le départ des anciens résidents ou occupants, les pouvoirs publics, craignant le même scénario pour la cité évolutive, ont exigé de tous les résidents, c'est-à-dire toutes les familles qui occupent les quatre immeubles de cette cité qui compte au total 128 logements, de quitter en même temps les lieux afin de procéder à la démolition. Cette exigence, parue dans un premier temps comme réalisable et rapide, s'est finalement avérée difficile à appliquer sur le terrain. C'est que toutes les familles qui se sont senties lésées, depuis celles qui ont réclamé plusieurs logements et qui n'en ont eu qu'un ou deux, jusqu'à celles qui n'en ont eu aucun, refusent de signer cet engagement. Résultat : nous sommes en mars 2016 et les logements qui ont été octroyés en août 2014 sont toujours vides. Pendant toute cette période, les pouvoirs publics, surtout le chef de daïra, n'ont cessé de sensibiliser les résidents sur la nécessité de quitter les lieux, quitte à poursuivre les réclamations pour l'acquisition d'autres logements pour leur progéniture

depuis leurs nouvelles demeures, mais en vain. Aussi, dernièrement et après l'épuisement de toutes les voies d'entente à l'amiable, le wali aurait instruit les responsables de la daïra de faire sortir les services du CTC afin de faire l'état des lieux de cette cité qui, il faut le souligner, menace ruine et est techniquement réformée depuis plusieurs années déjà. Récemment, le wali nous a indiqué que les services techniques ont achevé leur travail et il ne reste que l'affichage de ses conclusions pendant la durée légale de trois mois, pour procéder enfin à l'évacuation des résidents par la force de la loi et entamer la démolition de la cité en entier. Une démolition qui interviendra selon toute vraisemblance avant le mois de Ramadhan prochain, soit avant juin 2016 et qui mettra fin à une situation de blocage qui aura duré près de deux ans, et plus que tout, signera la fin d'une plaie béante située au cœur de la ville de Bouira et qui rappelle une période triste et humiliante que tout Algérien souhaiterait enterrer à jamais. Rappelons que le site servira pour la réalisation d'un parking à étages avec une terrasse où seront érigés des commerces et des cafés qui domineront toute la ville de Bouira et qui auront une vue panoramique sur le majestueux Djurdjura, divinement drapé d'un beau manteau blanc en période hivernale comme c'est le cas actuellement.

Y. Y.

APRÈS L’AFFICHAGE DE LA LISTE DES 118 LOGEMENTS SOCIAUX

Le chef de daïra de Bir Ghbalou agressé par un citoyen

Venu discuter avec les protestataires qui se sont rassemblés devant le siège de la daïra de Bir Ghbalou, située à 40 kilomètres à l'ouest de Bouira, après l'affichage de la liste de 118 bénéficiaires de logements sociaux de type LPL, le chef de daïra a été soudainement pris à partie par un jeune citoyen qui était sur les lieux, venu vraisemblablement protester contre son exclusion de cette liste. D'après des informations concordantes que nous avons pu recueillir hier, la force du coup reçu en plein visage a mis le chef de daïra littéralement à terre,

avec un nez cassé et un traumatisme au niveau du visage. Evacué immédiatement vers l'hôpital de Aïn Bessem, une daïra limitrophe située à quelque 15 kilomètres à l'est de la daïra de Bir Ghbalou, le chef de daïra a été transféré par la suite à l'hôpital de Bouira où il a été pris en charge par une équipe médicale spécialisée. Nous avons appris par la suite, que les éléments de la Sûreté de daïra de Bir Ghbalou ont arrêté l'agresseur du chef de daïra.

Y. Y.

TIARET

«Errafik», une association pour le bien des autres...

Louable initiative que celle entreprise récemment par la naissante association «Errafik» envers des sans-abri de la commune de Sougueur en leur offrant un dîner dans une ambiance chargée d'émotion. Hommes et femmes, visiblement affaiblis par les vicissitudes de la vie et dont certains étaient accompagnés de leur progéniture, n'ont pu retenir leur joie d'être bien entourés et impeccablement servis par les membres de ladite association et les bénévoles des scouts musulmans. Ce jour-là, les S.D.F., ainsi que tous les pauvres, invités pour la circonstance, ont eu bel et bien droit à des tables garnies avec, en prime, une soupe chaude servie en ce froid mordant. Même si elle active théoriquement dans le sens de venir en aide aux veuves et orphelins conformément à

son statut, cette association est présidée par une dame aussi dévouée que disponible, Bouchareb Nouria. Le week-end dernier, c'était au tour des personnes âgées du foyer de Tiaret de rompre avec leur quotidien en s'adonnant à de véritables moments de plaisir et de distraction. «Errafik», en collaboration avec la dynamique équipe du Centre sportif de proximité (CSP) de Zaâroura a eu l'agréable idée d'animer une journée récréative avec des activités de loisirs et de divertissement. Basée au

niveau de la maison de jeunes Maâchou-Ahmed de Sougueur et du CSP de Zaâroura de Tiaret, l'association n'hésite pas à marquer sa présence dans les grands événements grâce à des gestes humanitaires amplement salués, même si cette dernière n'a jamais bénéficié de subventions de l'Etat. C'est un véritable modèle d'association qui œuvre pour le bien des autres sans pour autant attendre une quelconque contrepartie ni de gloire...

Mourad Benameur

CENTRE UNIVERSITAIRE SALHI-AHMED DE NAÂMA

Sit-in des étudiants pour l'amélioration des conditions de vie

Les étudiants du centre universitaire Salhi-Ahmed de Naâma ont observé dans la journée d'hier un sit-in devant la cité résidentielle. Les étudiants protestataires ont, dans un communiqué rendu public, dont copie parvenue à notre rédaction, soulevé aux hautes autorités plus de trente points, notamment en ce qui concerne les conditions de vie dans la cité, partant du manque de transport pour les non-résidents, au manque d'une ambulance et d'un médecin au sein de la cité pour les urgences, au manque d'hygiène et mauvais entretien des sanitaires (eau potable et douches...), manque d'éclairage etc. Dans le même sillage, ils revendiquent des espaces culturels et sportifs, ainsi que des salles de lecture et d'études. Enfin, les étudiants lancent un appel aux autorités pour la prise en charge de leurs problèmes et souhaitent voir leurs conditions de vie s'améliorer et leur cité sortir de l'impasse. Pour M. Chérifi, directeur des œuvres universitaires : «Nous sommes conscients des doléances des étudiants que nous avons décidé de prendre en charge, et ce, lors de notre rencontre avec les représentants des étudiants, avec qui nous avons

ouvert un dialogue ; nous sommes parvenus à un commun accord à ce que tous les problèmes soient réglés petit à petit. Pour certains problèmes que nous considérons dans la normalité, ils seront réglés immédiatement, pour le reste à l'exemple des activités sportives et culturelles, nous attendons la réception de la deuxième tranche des pavillons de la cité pour élargir les activités dans tous les domaines, donc, nous avons programmé des rencontres périodiques avec l'organisation estudiantine jusqu'à solutionner tous les problèmes auxquels sont confrontés nos étudiants», dira-t-il.

B. Henine